



Sénégal: Fonctionnement de la démocratie à la base

Au Sénégal, dans les villages d'expression wolof du bassin arachidier, ainsi que fulani de Fouta Toro, le terme "démocratie" est rapidement devenu un terme très familier. L'ONG "Tostan" (qui veut dire 'sortir de l'oeuf', en wolof) en charge depuis une dizaine d'années d'éducation non-formelle des populations du centre du Sénégal, a développé ces deux dernières années un programme de formation dans les principes et comportements démocratiques. Le programme, ouvert à tous, ciblait plus particulièrement les femmes et comprenait des formations d'alphabétisation dans les langues locales, dans le domaine de la santé infantile, les techniques de résolution des problèmes, ainsi que pour apprendre à générer des revenus. Des modules ont été développés avec les bénéficiaires au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux besoins. Un de ces modules de formation fut consacré à la santé des femmes et comprenait la discussion d'un sujet longtemps resté tabou : la sexualité féminine, qui eut beaucoup de succès dans les zones rurales. Le personnel de Tostan découvrit que les participants portaient un intérêt tout particulier à la composante droits humains, plus spécifiquement aux droits des femmes et des enfants en matière de discrimination et de violence exercées à leur encontre.

Démocratie: de la famille à l'Etat

Avant de développer de nouveaux modules, le personnel de l'ONG a décidé de faire des recherches afin de déterminer ce qui préoccupait le plus les gens et ce qu'ils avaient le plus besoin d'apprendre. Les résultats furent surprenant. Les personnes interrogées souhaitaient approfondir la question des droits de l'homme et en examiner les conditions, et même le type de société dans laquelle ils pourraient le mieux être assurés. Le terme "démocratie" a été évoqué en de nombreuses occasions, et bien qu'il soit souvent utilisé au plan national dans les discours politiques, personne n'était vraiment sûr de ce qu'il voulait dire. Le personnel de Tostan entreprit ainsi de concevoir des sessions de formation utilisant le terme "démocratie" pour exprimer le type de société où les droits de l'homme pourraient effectivement être garantis, et où les

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/>

personnes de tous les groupes d'âges pourraient déterminer leur propre destin. Le module qui fut conçu après plusieurs mois d'efforts incluait des activités d'information, de discussion, et d'interprétation de rôles ("role-playing"). Ces activités portaient sur les droits de l'homme que la société devrait protéger, sur la façon dont les valeurs individuelles et de groupe devraient pouvoir s'équilibrer, sur la manière dont ceux qui ont été privés de leurs droits pourraient les retrouver, sur ce qu'il faut faire pour résoudre les conflits, et sur le type de stratégies à adopter en matière de gouvernance pour réaliser ces objectifs. Les organisateurs après avoir rappelé la définition du terme "démocratie" (en grec : 'gouvernement par le peuple'), ont facilité la tenue de discussions sur ce que cette notion implique et sur son rapport avec les questions des droits de l'homme et de résolution des conflits. La démocratie a été interprétée et discutée en tant que système touchant la vie familiale, les associations locales et les organisations villageoises, autant que la politique au niveau régional ou national. Le débat et les échanges sur ces sujets ont été très animés et ont rapidement dépassé le cadre d'un simple cours de formation non-formel. De nombreux dialogues se sont ainsi tenus entre hommes et femmes, jeunes et vieux, et même entre groupes ethniques.

Garder la foi

Les organisateurs prirent bien soin d'associer au processus les autorités de villages ainsi que les leaders religieux. En fait, la relation entre démocratie et valeurs religieuses, surtout musulmanes, a été abordée, ce qui a contribué à augmenter l'intérêt des uns et des autres pour le débat. La réaction générale parmi les croyants fut que les droits et principes démocratiques en question étaient bien plus une expression des véritables valeurs musulmanes, que celles des pratiques et coutumes sociales contemporaines.

Des résultats concrets apparurent bientôt sur bon nombre de fronts. On a ainsi pu mettre en avant la contradiction entre valeurs et comportements dans le cas par exemple de la violence domestique s'exerçant à l'encontre des femmes et des enfants. Les participants au programme Tostan d'éducation en matière de démocratie dénoncèrent ces pratiques. Des cas furent évoqués et discutés dans les communautés. Comme un homme chef de famille du village

de Ngaparou l'a exprimé : "nous savions tous que battre une femme n'était pas juste, mais c'est qu'on pouvait tout simplement le faire en toute impunité. Mais il faut changer maintenant, parce que cette affaire est à présent devenue publique." Susciter un débat public sur les divers problèmes, sans agressivité, a été l'approche adoptée par le mouvement.

Les droits des enfants ont constitué un autre thème d'intérêt important. Les groupes de la ville de Thies qui ont étudié la question, ont pu constater que l'absence de certificats de naissance pour la majorité des enfants nés dans leur communauté, constituait un abus en matière de droits de l'homme auquel il fallait porter remède. En effet, cette situation conduisait à l'exclusion de ces enfants de l'enseignement et de toute une série d'opportunités dans leur vie. C'est ainsi que les participants au programme ont mené des actions pour l'instauration de nouvelles procédures et pour obtenir l'inscription au registre d'état civil de nombreux jeunes gens. Dans bon nombre de régions, le problème du mariage des filles en bas âge et sans leur consentement a été très clairement posé et largement débattu. L'attention portée aux droits des filles a donné une nouvelle impulsion au mouvement de base, qui s'était formé pour mettre un terme à l'infibulation (mutilation génitale), objet de l'article paru dans Notes CA no.3 sur 'Le serment de Malicounda'.

Les habitudes de responsabilité

Le débat sur la démocratie semble aussi avoir eu un impact majeur sur les pratiques au sein des associations et communautés locales. Les notions de responsabilité, de transparence, de qualifications en matière de leadership, de représentation des intérêts et de gouvernance efficace, ont été très discutées dans le programme de formation. Il en fut de même pour les méthodes de résolution des conflits, que des demandes de reconnaissance sociale et d'égalité n'ont pas manqué de produire. Les principaux intéressés considèrent à présent qu'il y a eu des changements majeurs en termes de procédures et même de personnel concernant les associations des communautés, en tant que résultats du programme de formation. "Nous savons mieux à présent ce qu'un responsable devrait être", ont-ils dit. Il faut également

remarquer qu'il y eut une augmentation notable du nombre de femmes occupant des fonctions de responsabilité. Les femmes ont aussi parlé de ne plus tolérer des pratiques coutumières, où le responsable—qu'il soit homme ou femme— prend seul des décisions pour tous les membres.

D'autres ramifications politiques ne peuvent être exclues. Les participants ont indiqué que plus que jamais une plus forte proportion de femmes est intéressée à voter. En outre, peu de participants considéraient encore pouvoir accepter la pratique très fréquente, où l'homme chef de famille dicte à tous les membres de la famille comment ils doivent voter. (En fait, dans bon nombre de villages c'était le chef qui décidait de la manière dont les résidents devaient voter). La discussion concernant les qualifications des responsables a conduit à définir de nouveaux critères pour l'évaluation des candidatures politiques. C'est ainsi que fut établie une "liste de contrôle" locale basée sur les caractéristiques souhaitées, et que fut développé une sorte de "test autochtone" d'évaluation des intentions démocratiques. En outre, les femmes de la région de Fouta Toro ont décidé de contrôler plus étroitement la législation nationale en matière de droit des femmes.

Une industrie en croissance

La demande pour des modules de formation en matière de démocratie a augmenté, en particulier concernant la question des droits des femmes. Des participants des Iles Sine Saloum se sont rendus par canoë de communauté en communauté afin d'organiser les femmes en un front régional contre l'infibulation (circoncision féminine). De

leur propre initiative, plus de quatre vingt villages, couvrant approximativement tout l'arrondissement de Dabo, se sont joints au mouvement. Dans les régions toucouleur de Fouta Toro, des participants au programme de formation ont organisé leur propre "show", qu'ils présentent de village en village dans les zones rurales voisines.

Les résultats sont aussi apparus dans des régions éloignées. Des participantes de la région de Ngirin Bamba ont mis sur pied un projet maraîcher en demandant des parcelles de terrains aux hommes selon le principe de "la terre à celui/celle qui la cultive", et ont ensuite placé, à l'entrée de leur coopérative de production de fruits et légumes, une pancarte sur laquelle était écrit : "le droit à la terre".

La notion de "démocratie" adaptée aux conditions locales sénégalaises est donc interprétée comme faisant partie prenante des droits de l'homme. Le mot lui-même a été assimilé dans les langues wolof et fulani/pulaar, et apparaît à présent dans des discussions et débats, des proclamations et des plaisanteries, dans les villages impliqués. Comme une femme l'expliqua à des membres du personnel de formation, lors d'une visite de suivi, "nous avons dû changer la manière dont nous gérons les réunions des membres de notre coopérative, parce que cela ne se faisait pas de manière compatible avec les principes de la démocratie !"

A une époque où l'avenir du principe de représentation nationale n'a pas encore été vraiment décidé dans la sous-région, une interprétation de cette notion développée localement, semble de manière inattendue, avoir jeté les bases des changements à venir.

Cet article est basé sur une recherche conduite par des chercheurs locaux avec l'appui et la supervision technique de Peter Easton, Associate Professor, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University, et la collaboration active des communautés concernées. Ces recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel/OCDE, du Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse (CILS) et de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique.

